

Nouveauté dans la collection *Insee Références* **L'Économie française - Edition 2015**

Appuyée sur les comptes de la nation, l'édition 2015 de *l'Insee Références* « L'Économie française - Comptes et dossiers » propose une analyse des développements économiques intervenus en 2014, en France et dans le monde.

Trois dossiers composent l'ouvrage :

- « **Performances comparées des entreprises françaises sur le marché domestique et à l'étranger** » montre un lien entre les performances des entreprises industrielles sur le marché domestique et sur les marchés étrangers.
- « **Depuis la crise de 2008, les ménages réduisent leurs achats des biens et services les plus faciles à couper ou reporter** » analyse les conséquences de la crise sur la structure des dépenses des ménages.
- « **PIB et bien-être en Europe depuis vingt ans** » examine l'évolution du bien-être en Europe à l'aide de différentes mesures.

De plus, la traditionnelle Vue d'ensemble propose un éclairage sur l'économie française en 2014 : « **L'évolution de l'économie française en 2014** » présente le redémarrage difficile de la croissance, pénalisée par l'atonie de la demande intérieure, les performances à l'exportation et une construction en berne. Ce dossier évoque aussi la hausse de la part des dépenses publiques dans le PIB liée à la mise en œuvre du CICE.

Une vingtaine de fiches thématiques complètent ces analyses et fournissent également l'essentiel des comptes des ménages, des entreprises ou des administrations.

L'évolution de l'économie française en 2014

La croissance reste pénalisée par l'atonie de la demande intérieure et de faibles performances à l'exportation.

Certes le **pouvoir d'achat des ménages progresse** (+0,8 %) pour la première fois depuis 2011. Pour autant, **la dépense de consommation des ménages n'accélère que mollement** (+0,6 % en volume après +0,4 % en 2013), même si la chute des achats automobiles est enfin enrayerée.

Les exportations accélèrent (+2,4 % en volume après +1,7 %) mais progressent moins que la demande mondiale adressée à la France. Surtout, les **importations en volume connaissent un net rebond** (+3,8 % après +1,7 %), **progressant beaucoup plus rapidement que la demande intérieure.**

La construction est en berne.

La contraction globale de l'investissement en 2014 recouvre des situations très différentes : l'investissement hors construction croît de 0,8 % en volume après une mauvaise année 2013 (-0,6 %). En revanche, **l'investissement en construction connaît une nouvelle chute** (-3,4 % en 2014). **Ce sont le logement et les travaux publics qui sont particulièrement affectés.**

La hausse de la part des dépenses publiques dans le PIB est liée à la mise en œuvre du CICE. Le déficit public se réduit très légèrement en 2014 (4,0 % du PIB après 4,1 % en 2013). Le CICE joue à hauteur de +0,4 point sur la part des dépenses publiques dans le PIB et explique l'essentiel de

sa progression en 2014. **Hors opérations imputées et notamment hors impact des crédits d'impôt, la dépense publique est quasi stable en proportion du PIB.**

Performances comparées des entreprises françaises sur le marché domestique et à l'étranger

La performance de l'économie française s'est nettement dégradée à l'exportation, mais modérément sur le marché domestique.

La performance à l'exportation recule au cours des quinze dernières années, surtout entre 2002 et 2008. Corrigé de la tendance commune aux pays avancés, **le recul est deux fois moindre. La performance sur le marché intérieur affiche même une quasi-stabilité sur la période.**

La différence de dynamique peut provenir :

- de l'intensification du degré de concurrence sur les marchés étrangers
- du positionnement des entreprises françaises en termes de produits ou sur le champ de la demande
- du comportement des exportations français qui peuvent privilégier le marché intérieur.

Globalement, le lien n'est que faiblement négatif entre performances à l'exportation et sur le marché domestique.

Sur la période 2003-2012, les facteurs allant dans le sens d'une substitution entre les ventes sur chacun des marchés l'emportent légèrement sur ceux favorisant la complémentarité.

S'agissant spécifiquement des PME industrielles, on observe même qu'un choc positif de demande intérieure a un impact favorable à la fois sur les ventes sur le marché domestique et à l'exportation.

En détaillant l'analyse, il apparaît que face à un choc positif de demande sur le marché intérieur, l'entreprise vend davantage à l'étranger. Le succès sur un marché constitue un signal positif qui facilite le financement externe des entreprises, et permet donc d'accroître les ventes sur l'autre marché.

Ainsi, **la dégradation de la balance commerciale en France pendant la période pré-crise ne serait pas imputable au dynamisme de la demande intérieure.**

Depuis la crise de 2008, les ménages réduisent leurs achats des biens et services les plus faciles à couper ou reporter

Les dépenses de logement et alimentaires sont peu affectées par la crise.

Les **dépenses répondant aux besoins primaires** peuvent difficilement être ajustées à court terme et elles s'infléchissent peu, voire pas du tout avec la crise. Par exemple, le **logement** reste le principal poste de dépense des ménages et demeure dynamique en valeur, porté par les hausses des prix des loyers (en partie liées au repli de l'activité immobilière) et de l'énergie. De même, les dépenses alimentaires sont peu affectées par le ralentissement du pouvoir d'achat : elles progressent ainsi de 0,4 % en volume en moyenne par an entre 2007 et 2014, après +0,6 % entre 2000 et 2007.

D'autres dépenses subissent les effets de la crise, notamment les transports, l'habillement, la communication, la culture et les loisirs.

L'ajustement de la consommation au net ralentissement du revenu porte sur les dépenses qui ne répondent pas à des besoins primaires et qui peuvent être reportées.

La consommation des ménages en transports diminue en volume depuis 2008 (-1,3 % en moyenne par an), pénalisée par le recul des achats de véhicules (-2,7 % par an) et des dépenses d'utilisation (-1,6 %).

La consommation des ménages en articles d'habillement et chaussures diminue également depuis 2008 (-1,0 % par an en volume), malgré un rebond en 2014.

Depuis 2008, **la consommation des ménages en communication, loisirs et culture** progresse moins vite, avec une augmentation de 1,2 % par an en volume contre un rythme annuel supérieur à 5 % en volume dans les années 2000. Les innovations technologiques et les prix en nette baisse ne parviennent pas à redynamiser globalement cette consommation.

La consommation en matière de santé et d'action sociale est soutenue par une importante prise en charge publique.

La consommation effective en biens et services de **santé**, dont les 3/4 sont pris en charge par la Sécurité sociale, **ralentit en valeur, mais continue de croître en volume au même rythme qu'entre 1994 et 2007** (+2,8 % par an après +2,9 %). La consommation effective en **action sociale** (crèches, assistantes maternelles, maisons de retraite...) **progresses moins rapidement entre 2007 et 2014 qu'au début des années 2000 en volume, mais le rythme reste plus soutenu** que celui de l'ensemble de la consommation effective (+1,8 % contre +0,8 % par an en moyenne).

PIB et bien-être en Europe depuis vingt ans

Entre 1995 et 2007, le PIB par habitant a crû d'environ un tiers en moyenne dans les pays européens. Après la crise, les évolutions sont assez contrastées. Cependant, ces évolutions du revenu économique des pays ne reflètent pas nécessairement celles du bien-être des ménages, comme le souligne le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi.

Le bien-être subjectif aboutit à distinguer trois groupes de pays.

Entre 1995 et 2007, le bien être subjectif évolue moins favorablement que le PIB par habitant : c'est le « paradoxe d'Easterlin ». Depuis la crise, le bien-être subjectif a reculé ou au mieux stagné.

Trois groupes de pays se distinguent :

- les pays du Sud de l'Europe où il a fortement baissé
- les pays de l'Est de l'Europe où il a baissé mais plus modérément
- les autres pays où il est en moyenne stable.

Cependant, **les mesures du bien-être subjectif** présentent des limites : la sensibilité à la psychologie des personnes, le caractère borné des échelles et des résultats parfois divergents selon les différentes enquêtes.

La mesure de l'utilité des ménages permet de s'approcher du bien-être subjectif.

Pour compléter le PIB et le bien-être subjectif, on peut mesurer l'utilité économique des ménages en **tenant compte non seulement de leur consommation effective, mais aussi du temps de loisir et de l'effet de la taille des ménages.** Dans la période de croissance 1995-2007, la médiane du taux de croissance de l'utilité s'élève à 1 % par an, ce qui représente la moitié de la médiane des taux de croissance du PIB (2,4 %). Dans la période de crise, l'utilité stagne alors que le PIB par habitant diminue plus nettement (-0,6 %). Au total, entre les deux périodes, les évolutions du temps de loisir et de la taille des ménages sont peu modifiées : **ces deux variables contribuent à rendre l'utilité moins sensible que le PIB au cycle économique.**

Ainsi, la prise en compte de la consommation effective, de la taille des ménages et du loisir permet de se rapprocher de l'évolution du bien-être subjectif.



Comment se procurer l'ouvrage :

Pour les journalistes : l'ouvrage est disponible au Bureau de presse de l'Insee :

Tél : 01 41 17 57 57 ou bureau-de-presse@insee.fr

Pour vos lecteurs :

Cet ouvrage est disponible, dès levée d'embargo, gratuitement sur www.insee.fr - rubrique [Publications et services](#)

Il peut être également acheté en ligne : www.webcommerce.insee.fr et chez les libraires.

Service de presse de l'Insee

Tél : 01.41.17.57.57

Fax : 01.41.17.68.95

bureau-de-presse@insee.fr

